

Réunion SAINT-BENOIT 1884

pour le ban Martin Eugene et Domaint
Athanasie et Marie Josephine Sont assis
pour le mariage

Lesdits deux et les personnes qui ont souscrit
 le mariage de ce catholique par nous en exeu-
 tion de la loi du 20 juillet 1856 nous ont
 d'un accord répondu qu'il s'agissait d'un catholique
 âgé de vingt. De l'acte de mariage en présence de
 Louis Etienne Alphonse âgé de trente six ans.
 charpentier domicilié de cette Commune, ordo de
 l'épouse, Pierre Liliann âgé de trente six ans
 garçon de magasin, Pierre Francis âgé de
 trente cinq ans, cultivateur, et Jean Baptiste
 Maure âgé de trente cinq ans, cultivateur, ces trois
 derniers domiciliés de cette Commune, en la dite
 épouse, tous quatre témoins requis au présent ma-
 riage conformément à la loi. Et après lecture
 de l'acte de mariage, nous avons signé l'acte en présence
 de l'épouse, de leurs pères et mères et des quatre
 témoins qui nous ont été présentés, après lecture
 de l'acte et après approbation.

Joseph Lamer
age de quarante
ans.

112

306

27. 66. L'an onultant Cest quatre vingt quatre, les onnes
vingtneuf novembre à che heures d'irrigation et
Carin asidition p'pluchement nous. Louis Burnet Maure et al

une prescription des Senatus Consulte du
1807. Surant arreté on date du descripton
à l'une part,

Et la demoiselle Thérèse Ramey, Sœur
aînée de cette Commune, a été examinée dans
de l'année 1801. Elle a été reconnue, par
les constatations de l'acte de notoriété dressé par
le Juge de Paix de cette résidence et homologué
par le Tribunal de première Instance de
en date du dix huitième de mars 1801.
Après laquelle de son côté, Ramey, vers
les 27 56 32 chemins de la générale, c'est-à-dire
sans profession commerciale de cette Commune
a été reconnue, par l'acte de notoriété dressé par
le Juge de Paix de cette résidence et homologué
par le Tribunal de première Instance de
en date du dix huitième de mars 1801.
Après laquelle de son côté, Ramey, vers
les 27 56 32 chemins de la générale, c'est-à-dire
sans profession commerciale de cette Commune
a été reconnue, par l'acte de notoriété dressé par
le Juge de Paix de cette résidence et homologué
par le Tribunal de première Instance de
en date du dix huitième de mars 1801.

Remuant l'ordonnance
de Massalon tirée
d'entre les
pour l'assistance
dans les actes
relatifs à son
mariage.

Individuels nous ont requis de procéder
à l'évaluation d'un mariage projeté entre
deux filles publications ont été faites dans
porte principale de l'église au son du canon
deux cloches toute cloche a été battue
deux fois. Sans aucune opposition. La
absent à leur requête on a pu, sans
lecture: 1.° des actes de publications
relatives: 2.° du certificat de libre par
le procureur des Soumisants, constatant
le bien de l'assurance du futur époux
qu'il n'est pas à l'assurance qu'il
n'est pas à l'assurance qu'il

N12

307